

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

## ARRETE

### **portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

DIRECTION DES  
COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 2003/7872

EP

*Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2005, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 1994, modifié le 28 octobre 2003, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement autorisant le G.A.E.C. DES BOSCHIAUX, sis à PENGUILY au lieu-dit « Les Boschiaux » à exploiter, à PENGUILY sur deux sites, à savoir, site « La Ville Gicquel » d'une part, « Les Petits Boschiaux » d'autre part, un élevage porcin d'une capacité totale de 3 000 places animaux-équivalents ;
- VU le récépissé de déclaration du 30 juillet 2002, autorisant Monsieur MORFOUACE Roger, demeurant à LA MALHOURE, au lieu-dit « Le Clos du Bourg » à exploiter à cette adresse, un élevage porcin de 305 places animaux-équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1980, autorisant Monsieur Michel GAUTHIER, demeurant à ANDEL, au lieu-dit « Les Landes » à exploiter à cette adresse, un élevage de 502 porcs de plus de 30 kg (650 places animaux-équivalents) ;

- VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2002, autorisant Monsieur Léon CHARLOT, demeurant à PLEDELIAC, au lieu-dit « Le Fougeray », à exploiter à cette adresse, un élevage porcin de 224 places animaux-équivalents (Engraissement) ;
- VU le récépissé du 22 mai 1980, autorisant Monsieur CHILOU Michel, demeurant à PENGUILY, au lieu-dit « La Huannière » à exploiter à cette adresse, un élevage avicole de 11 250 dindes de chair ;
- VU la demande présentée le 4 avril 2005, modifiée, par LE GAEC DES BOSCHIAUX sis à PENGUILY au lieu-dit « Les Boschiaux » en vue de la reprise à PENGUILY au lieu-dit « **La Huannière** » d'un élevage avicole déclaré le 22 mai 1980 pour 11250 dindes (soit 33750 animaux-équivalents) au nom de M. Michel CHILOU, à ANDEL au lieu-dit « **Les Landes** » d'un élevage porcin de 650 places animaux-équivalents au nom de M. Michel GAUTHIER, à PLEDELIAC au lieu-dit « **Le Fougeray** » d'un élevage porcin de 224 places animaux-équivalents déclaré le 27 février 2002 (arrêté de dérogation de distance) au nom de M. Léon CHARLOT, à LA MALHOURE au lieu-dit « **Le Clos du Bourg** » d'un élevage porcin de 305 places animaux-équivalents déclaré le 30 juillet 2002 au nom de M. Roger MORFOUASSE et le transfert avec changement partiel de production sur le site de PENGUILY, autorisé pour un total de 3 000 places animaux-équivalents sur deux sites aux lieux-dits « **Les Boschiaux** » 1 792 places animaux-équivalents et « **La Ville Gicquel** » 1208 places animaux-équivalents qui comprendra après transfert et réaménagement à PENGUILY au lieu-dit « **La Huannière** » (section ZA n°96.98) 628 places animaux-équivalents : 240 places engraissement et 1 896 places post-sevrage, au lieu-dit « **Les Boschiaux** » ( section ZA n°26.69) 2 908 places animaux-équivalents, 2 908 places engraissement, au lieu-dit « **La Ville Gicquel** » (section ZB n°63) 1 520 places animaux-équivalents, 94 places maternité, 406 places gestantes-verraterie, 20 places quarantaines.
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de PLESTAN (01/09/2005) - BREHAND (02/09/2005) - LANDEHEN (01/09/2005) LA MALHOURE (10/09/2005) - PENGUILLY (22/09/2005) - PLENEE-JUGON (08/07/2005) - SAINT-GLEN (06/09/2005) - ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date des 4 janvier 2006 28 avril 2006 et 12 mai 2006 ;
- VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 17 février 2006 ;
- VU les avis généraux émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 24 octobre 1997 sur l'alimentation biphasé et le 26 juin 1998 sur les effectifs porcins ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les pétitionnaires ne respectent pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage à 28 mètres, 48 mètres et 89 mètres des tiers les plus proches ;

**CONSIDERANT** que les tiers concernés ont donné leur accord ;

**CONSIDERANT** que les éleveurs s'engagent à pratiquer l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

### **- A R R E T E -**

#### ARTICLE 1

Autorisation :

- 1.1. - Le GAEC DES BOSCHIAUX, ci-après dénommé l'éleveur, sis à PENGUILY au lieu dit "Les Boschiaux", est autorisé à exploiter, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 5 047 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit :
- site « La Huannière » en PENGUILLY : 240 places engraissement (240 PAE), 1 896 places post sevrage (379 PAE),
  - site « La Ville Gicquel » en PENGUILLY : 94 places maternité (282 PAE), 406 places gestantes-verraterie (1 218 PAE), 20 places quarantaine infirmerie (20 PAE),
  - site Les Petits Boschiaux en PENGUILLY : 2 908 places engraissement (2908 PAE).

Une partie de l'élevage sera sur litière de sciure accumulée soit 2 908 places engraissement sur le site « Les Petits Boschiaux » en PENGUILLY et 1896 places post sevrage ainsi que 240 places engraissement sur le site La Huannière en SAINT-GLEN.

- 1.2 - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

#### ARTICLE 2 :

Prescriptions particulières :

##### 2.1 - Effectifs :

- 2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser sur l'ensemble des sites 431 reproducteurs (truies, verrats, cochettes), 3 148 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1 896 porcelets sevrés de moins de 30 kg.
- 2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 386 reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).
- 2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Dans le cas d'engraissement à façon, le pétitionnaire devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

##### 2.2. - Alimentation biphasé :

- 2.2.1 - L'alimentation biphase déjà mise en place sera conservée.
- 2.2.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.
- 2.2.3 - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.
- 2.3. - Sécurité :
- 2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).
- 2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.  
Une partie de l'élevage de reproducteurs sera sur paille soit 100 places de gestantes verraterie.
- 2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.
- 2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.
- 2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.
- 2.4. - Autres :
- 2.4.1. - La fosse en projet de 10 m3 sur le site de La Huannière en SAINT-GLEN sera construite simultanément à la restructuration du bâtiment.
- 2.4.2. - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

### ARTICLE 3 –

Prescriptions particulières concernant la litière de sciure accumulée en couche fine :

- 3.1 - La litière de sciure accumulée, utilisée pour les 3148 places engraissement et les 1896 places de post sevrage, devra être employée à quantité totale de sciure équivalent de 25 à 35 kg de matière sèche par porc charcutier produit, dont 80 % au moins seront apportés à la mise en place des animaux et le reste en fonction de l'état de la litière afin de la maintenir relativement propre et sèche.

Le bâtiment devra posséder une ventilation régulée et être suffisamment isolé et/ou posséder un système de chauffage afin de maintenir une ambiance relativement chaude au-dessus de la litière et éviter les pertes de chaleur vers le sol. Les cases devront avoir une forme carrée plutôt que rectangulaire avec un minimum de 1,2 à 1,3 m2 par porc charcutier.



En règle générale, les caractéristiques du bâtiment devront permettre le maintien d'une bonne litière.

L'évacuation de la litière de sciure accumulée produite (fumier) a lieu en fin d'engraissement, suivie du lavage et de la désinfection des locaux.

3.2 - Flux de pollution relatifs à la litière de sciure accumulée :

Les litières destinées à l'épandage devront respecter la valeur suivante :

<u>Litières</u>	<u>Flux annuel</u>
N total	11112 kg

3.3 - Autosurveillance

3.3.1 - Suivi :

Toutes les opérations effectuées relatives à la conduite de la litière seront consignées sur un cahier d'exploitation avec au minimum :

- Date d'entrée des animaux
- nombre d'animaux.
- quantité de sciure utilisée (à la mise en place et total), origine de la sciure et pourcentage de matière sèche.
- date d'évacuation de la litière produite et quantité.
- date des prélèvements et résultats des analyses effectuées.

Toute dégradation susceptible d'entraîner une perturbation de la conduite de la litière devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

L'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à une analyse du taux de matières sèche sur les trois premières litières produites.

Ensuite, si les résultats sont satisfaisants, il sera procédé annuellement à l'analyse de la MS d'une litière produite.

Les prélèvements devront être représentatifs de la litière.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les prélèvements et échantillonnages seront effectués suivant le protocole décrit par ce laboratoire.

Les résultats seront adressés par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

#### ARTICLE 4 –

Prescriptions particulières concernant la litière de paille accumulée :

4.1 - La litière de paille accumulée, utilisée pour les truies gestantes, devra être employée à la dose moyenne de 2,4 kg/truie/jour (paillage hebdomadaire) ; l'évacuation du fumier se fera toutes les 2-3 semaines jusqu'à 3 mois. La surface par truie sera de 3,4 m<sup>2</sup> minimum (dont 2 m<sup>2</sup> pour l'aire de repos).

Le bâtiment devra posséder une ventilation régulée et être suffisamment isolé et/ou posséder un système de chauffage afin de maintenir une ambiance relativement chaude au-dessus de la litière et éviter les pertes de chaleur vers le sol.

En règle générale, les caractéristiques du bâtiment devront permettre le maintien d'une bonne litière.

#### 4.2 - Flux de pollution relatifs à la litière de paille accumulée :

En fin de maturation, les litières destinées à l'épandage devront respecter la valeur suivante

<u>Litières</u>	<u>Flux annuel</u>
N total	1309 kg

#### 4.3 - Autosurveillance

##### 4.3.1 - Suivi :

Toutes les opérations effectuées relatives à la conduite de la litière seront consignées sur un cahier d'exploitation avec au minimum :

- Date d'entrée des animaux
- nombre d'animaux.
- quantité de paille utilisée (à la mise en place et total).
- date évacuation de la litière produite et quantité.
- date des prélèvements et résultats des analyses effectuées.

Toute dégradation susceptible d'entraîner une perturbation de la conduite de la litière devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à la disposition du service des installations classées.

L'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à une analyse du taux de matières sèche sur les trois premières litières produites.

Ensuite si les résultats sont satisfaisants, il sera procédé annuellement à l'analyse de la MS d'une litière produite.

Les prélèvements devront être représentatifs de la litière.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les prélèvements et échantillonnages seront effectués suivant le protocole décrit par ce laboratoire.

Les résultats seront adressés par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

#### ARTICLE 5 –

Mise en place de la litière :

L'élevage sur litière sera mis en place à compter de la notification du présent arrêté. L'éleveur avertira le service des installations classées de la date de mise en place.

## ARTICLE 6 –

Prescriptions complémentaires concernant le compostage :

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

6.1 - Installation de compostage.

6.1.1. - Plate forme de compostage.

\* Compostage à la ferme :

l'exploitant disposera d'une plate forme étanche ,couverte, d'une surface 675 m2 offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois.

Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

6.1.2. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet et couvert si nécessaire.

6.1.3. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

6.1.4. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

6.2. - L'unité de compostage devra être fonctionnelle dès la production de fumier à composter. L'éleveur avertira le service des installations classées de la date de mise en place.

6.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

6.4. Le procès doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours

- 2ième mesure à J + 5 jours

- 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement en prenant soin de bien mesurer le milieu de l'andain en plusieurs endroits.

6.5. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage (fumier)
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement)
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température)
- les dates des retournements
- la date de l'entrée en maturation.
- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

#### 6.6 - Autosurveillance : bilan matière

6.6.1 - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de compostage, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- un bilan du tonnage du compost produit.
- une analyse des composts (M.S., M.O.T., NK, Pt, K<sub>2</sub>O, rapport C/N). Les prélèvements de compost seront réalisés avant envoi à la parcelle d'épandage ou enlèvement.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

Si les résultats sont satisfaisants, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués une fois par an. Les autres paramètres restent inchangés.

Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

#### 6.7. Utilisation du compost.

\* Compost utilisé en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage :

L'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matières d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action " nitrates".

Le compost obtenu selon la méthodologie définie dans le dossier et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

\* Compost utilisé comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture vers une unité installation classée sous la rubrique 2170

Une convention est établie avec la société AGRONOR qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 2248 tonnes de compost par an, soit 11112 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- les obligations de l'éleveur
- les conditions de reprise
- les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.



Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation le cas échéant
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination )

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

#### ARTICLE 7 –

Résorption :

Biphase : 6748 kg d'azote

Transfert : 11112 kg d'azote

Elevage sur litière : 18630 kg d'azote

Prélèvement restructuration : 2149 kg d'azote.

#### ARTICLE 8

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

#### ARTICLE 9 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

#### ARTICLE 10 -

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils devront, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Une copie du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PENGUILY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « G.A.E.C. DES BOSCHIAUX ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « G.A.E.C. DES BOSCHIAUX » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 -

L'arrêté préfectoral du 23 juin 1994, modifié le 28 octobre 2003 est abrogé.

Le récépissé de déclaration du 30 juillet 2002, est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 26 juin 1980 est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 27 février 2002 est abrogé.

Le récépissé du 22 mai 1980 est abrogé.

ARTICLE 13 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 14 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de PENGUILY,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de LAMBALLE - PLESTAN - BREHAND - LANDEHEN - LA MALHOURE - PENGUILY - PLENÉE-JUGON - SAINT-GLEN - SAINT-TRIMOEL - TREBRY -.

SAINT-BRIEUC, le **24 MAI 2006**

LE PREFET,  
**Pour le PREFET,**  
Le Secrétaire Général,



**Jacques MICHELOT**